La confiance sans le consensus ?

René Lasserre

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/540>

DOI : 10.4000/rea.540

ISBN : 978-2-8218-0866-9

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2008

Pagination : 1-2

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

René Lasserre, « La confiance sans le consensus ? », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 85 | mars 2008, mis en ligne le 29 avril 2008, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/540> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rea.540>

La confiance sans le consensus ?

Le découplage économique franco-allemand ne s'affiche plus seulement dans les indices, il est maintenant dans les têtes. Depuis longtemps, le contraste n'avait été à ce point flagrant de part et d'autre du Rhin dans le moral qu'affiche l'opinion face aux perspectives économiques des mois qui viennent. Tandis qu'en France l'inquiétude ne cesse de grandir dans tous les milieux et tourne au désarroi, l'Allemagne affiche une confiance étonnante dans la capacité de son économie à affronter les turbulences de l'économie mondiale. Au point que certains analystes parisiens, qui ont depuis longtemps cessé de comprendre que c'est la solidité de l'industrie qui fonde la bonne santé économique d'un pays, n'en croient pas leurs yeux et en viennent à mettre en doute la validité scientifique de l'indice ifo qui, en Allemagne, mesure le moral des milieux industriels !

Exercice dérisoire de contestation des indices, quand tous les baromètres de la principale économie européenne, après avoir pris en compte quelques fluctuations à la baisse, placent résolument et sans exception leurs aiguilles du bon côté du cadran. Tout indique en effet que l'économie allemande repose désormais sur des fondamentaux solides. En particulier, et en tout premier lieu, sur une embellie profonde et durable de l'emploi qui, avec 650 000 actifs de plus en 2007 et un taux de chômage ramené à 7,6 % en janvier, soutient fermement la demande et stimule les salaires. Le dynamisme de l'industrie ne se dément pas : il se nourrit de la vigueur de l'investissement, tandis que sa spécialisation et sa compétitivité dans le secteur des biens d'équipement devraient lui permettre de résister aux épisodes transitoires que sont le tassement de la demande mondiale et la montée de l'euro. Plus porteuse de confiance encore est la réussite de la consolidation financière de la maison Allemagne qui redonne du ressort à la politique économique. Celle-ci retrouve enfin des marges de manoeuvre pour mener une politique active de compétitivité qui, tout en allégeant les charges des entreprises, peut à nouveau investir dans la qualification, la recherche et l'innovation. La confiance allemande n'a rien d'un optimisme de façade : forts de l'expérience d'un ajustement structurel réussi, nos partenaires allemands regardent résolument l'avenir en face. Cela devrait plutôt nous rassurer, à la fois quant à la solidité de l'économie européenne et sur la marche à suivre pour en tirer parti.

Pour solide qu'elle soit, la confiance des Allemands dans les performances de leur économie n'est cependant pas à toute épreuve. Elle présente même quelques brèches inquiétantes, dans la mesure où elle n'est pas entièrement partagée par la population, ni complètement assumée par les forces centrales du champ politique et une partie du monde syndical. La réussite d'une économie hautement développée et globalisée comme celle de l'Allemagne s'opère en effet au prix d'une différenciation sociale croissante qui rejette les actifs les moins performants aux marges de la sphère productive, dans un processus d'exclusion progressive qui va du chômage à la précarité et à la pauvreté. Ayant fini par trouver une représentation à l'extrême gauche de l'échiquier politique, ces laissés-pour-compte de l'économie de marché parviennent à peser sur le Parti social démocrate qui, soucieux de préserver son capital électoral, cède à la tentation de faire marche arrière dans la politique gouvernementale de refonte des régimes sociaux initiée par l'*Agenda 2010*.

L'extension de la précarité pèse également fortement dans le champ syndical, notamment dans le secteur très hétérogène des services, où le syndicat ver.di, à défaut d'une audience et d'une capacité de négociation suffisantes, a fait de la précarité de l'emploi et des faibles rémunérations un cheval de bataille et a fini par obtenir des pouvoirs publics fédéraux une régulation légale minimale des salaires dans le secteur de la distribution postale.

Cette évolution est plus préoccupante qu'il ne peut paraître à première vue aux yeux de l'observateur français, pour qui le salaire minimal légal généralisé fait figure, en dépit de tous ses effets pervers sur l'emploi et les rémunérations, d'élément central de « l'ordre public social ». D'abord parce qu'elle constitue – comme le montre le dossier approfondi sur la dérégulation postale que nous publions dans le présent numéro – une atteinte problématique et paradoxale au principe fondamental de la concurrence dans l'un des secteurs clés des services d'intérêt général soumis à la dérégulation et à la libéralisation. Quel est alors le sens d'une politique de dérégulation des anciens monopoles publics à l'échelle européenne si elle conduit finalement à la préservation de ces derniers sous la forme d'une re-régulation salariale par la voie étatique ?

Ensuite parce que l'introduction d'un salaire minimum légal dans le service postal est susceptible de s'étendre sous la pression syndicale à d'autres secteurs et ouvre ainsi la porte à l'interventionnisme étatique dans le système de régulation salariale. En cela, il s'agit d'une brèche historique dans le principe de l'autonomie contractuelle (*Tarifautonomie*) consacré par la Loi Fondamentale de 1949 et que les partenaires sociaux de l'époque avaient réussi d'un commun accord à imposer aux constituants pour empêcher tout retour à l'interventionnisme étatique weimarien. Mais elle risque surtout de marquer une rupture systémique dans le système allemand de régulation sociale qui, jusqu'à présent, dans l'ensemble de l'économie, laissait à la responsabilité des partenaires sociaux de fixer des normes de rémunération en fonction des conditions de productivité de chaque branche, assurant ainsi un partage équilibré entre la rentabilité de l'entreprise et la rétribution des salariés. Ce système a largement fait ses preuves : il a fondé le pacte social de productivité sur lequel l'économie allemande a assuré jusqu'à présent, y compris dans les toutes dernières années, sa compétitivité internationale.

Avec l'instauration rampante de salaires minima légaux dans les services intérieurs de proximité s'esquisse une autre logique qui porte en germe une dichotomie du système de régulation sociale avec le danger d'une économie à deux vitesses. D'un côté, les secteurs de l'industrie et des services marchands exposés à la concurrence internationale continueront de faire prévaloir un partage des gains de productivité en fonction des règles du marché. De l'autre, un secteur abrité de l'économie domestique tentera de privilégier le principe d'un « mieux-disant social » en faisant appel, pour la fixation des rémunérations, à un arbitrage public entre les intérêts en présence. Il n'est pas sûr que l'offre de services s'en trouvera réellement améliorée, pas plus que l'emploi et les salaires, ni d'ailleurs que la cohésion du mouvement syndical aura vraiment à y gagner.

Les réformes ont certes restauré la confiance, mais le consensus économique allemand n'est plus tout à fait ce qu'il était.

René Lasserre
29 février 2008